



HAL
open science

Une analyse du contenu de la Revue d'histoire des colonies françaises en 1913-1939

Olivier Blamangin

► **To cite this version:**

Olivier Blamangin. Une analyse du contenu de la Revue d'histoire des colonies françaises en 1913-1939. Cent ans d'Histoire des Outre-Mers. SFHOM 1912-2012, 9, Société française d'histoire des outre-mers, pp.357-386, 2013, Publications de la Société française d'histoire des outre-mers, 9782859700522. hal-02266532

HAL Id: hal-02266532

<https://hal.science/hal-02266532>

Submitted on 14 Aug 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la *Revue de l'histoire des colonies françaises* à *Outre-Mers. Revue d'histoire*

Une analyse du contenu de la *Revue de l'histoire des colonies françaises* (1913-1939)

Olivier BLAMANGIN

En 1908 déjà, Eugène Étienne, fondateur du « parti colonial », s'inquiétait de « l'inertie et [de] l'indifférence du grand public français vis à vis de la question coloniale ». Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le principe de la colonisation n'est certes plus contesté que par une poignée de théoriciens marxistes et les dernières conquêtes, celles de l'Afrique centrale, n'ont pas déclenché les vagues d'hostilité d'avant les années 1890. Mais l'éducation de l'opinion reste à faire : Albert Sarraut, alors ministre des Colonies, estime ainsi en 1920 qu'il est « absolument indispensable qu'une propagande méthodique sérieuse, constante par la parole et par l'image, le journal, la conférence, le film, l'exposition puisse agir dans notre pays sur l'adulte et sur l'enfant. »¹ Une petite minorité sensibilisée se met au travail et développe une intense propagande. Peu à peu, celle-ci pénètre les esprits et davantage de métropolitains regardent outre mer. En 1931, sept millions de Français visitent l'Exposition coloniale, qui fait elle-même suite aux manifestations de la célébration du centenaire de la conquête de l'Algérie. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, de larges segments de l'opinion sont gagnés à la cause de l'empire et de « la plus grande France. »²

Les publications scientifiques sur les colonies participent de ce retournement de l'opinion. Avec l'ouverture de ces nouveaux espaces, des champs de recherches apparemment vierges se sont ouverts au colonisateur. Les voyageurs et commerçants tout d'abord, les militaires et les administrateurs ensuite, et, avec un certain retard, les universitaires ont

1. Cité par Charles-Robert Ageron, *France coloniale ou parti colonial ?*, Paris, PUF, 1978, p. 250.

2. Charles-Robert Ageron, 1990, *op. cit.*

multiplié les articles et les ouvrages. « Le savant accompagne le militaire (et parfois le précède), et quand il fait défaut, c'est le militaire qui se fait savant. La science des Européens est dans les bagages de la conquête et de la colonisation. »³ Le volume de l'édition française d'ouvrages sur les colonies et le nombre de journaux spécialisés sont en constante augmentation pour atteindre des sommets dans les années 1930-1933⁴. « Sans doute faut-il insister sur le fait que cette prodigieuse somme de travaux et d'écrits de toutes sortes ne relève, dans son ensemble d'aucune intention délibérée de propagande. Par bien des côtés même, elle se situe en contradiction avec quelques uns des plus solides postulats du légendaire et de la bonne conscience et contribuera sans doute à faire prendre peu à peu conscience de certains problèmes majeurs. »⁵ Mais, dans l'immédiat, elle favorise le développement de l'intérêt de l'opinion pour les territoires d'outre mer et participe du processus de légitimation de la domination coloniale.

Cette importante production littéraire et scientifique, engendrée par la colonisation dès ses débuts, est dans une forte proportion historique. Avec la fin de la Première Guerre, les limites de l'empire fixées, l'histoire coloniale s'affirme progressivement comme branche autonome de l'histoire ; elle change de nature, devient affaire de professionnels et d'universitaires reconnus. C'est l'une des publications essentielles de cette période charnière 1913-1939, la *Revue de l'histoire des colonies françaises* (ici *Revue*), que nous nous proposons d'étudier, en analysant la façon dont ses auteurs écrivent alors l'histoire de l'Afrique. De part la personnalité de ses fondateurs et collaborateurs, la *Revue* apparaît comme le principal support éditorial de l'histoire coloniale académique. Son caractère « non spécialisé » sur une région de l'empire permet, à partir d'un ensemble homogène, des comparaisons entre l'histoire africaniste et l'histoire coloniale d'autres zones géographiques.

Le savoir est le fruit d'une interrelation complexe entre sujets et objets, sous l'influence de rapports d'intérêts multiples⁶ : entre les acteurs (scientifiques, historiens) et leur milieu scientifique, entre les acteurs et la société, l'État ou des intérêts particuliers. L'idéologie coloniale, les attaques dont elle est l'objet, le milieu scientifique colonial ou la société structurent la recherche africaniste de cette période et nous nous attacherons à mettre en évidence cette interrelation. Nous tenterons de dégager les thématiques de recherche de l'histoire africaine coloniale au sein de la *Revue* et nous nous interrogerons sur le

3. François Leimdorfer, *Discours académique et colonisation. Thèmes de recherche sur l'Algérie pendant la période coloniale*, Paris, Publisud, 1992, p. 10.

4. Charles-Robert Ageron, 1990, *op. cit.*.

5. Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France, 1871-1962*, Paris, La Table ronde, 1986, p. 184.

6. Voir notamment Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la production sociologique : sociologie coloniale et décolonisation de la sociologie » in *Le Mal de Voir. Ethnologie et orientalisme : politique et épistémologie, critique et autocritique*, Université de Paris VII, 10/18, Union générale d'éditions, Paris, 1976, p. 416-417.

choix de ces thèmes. Pourquoi, à ce moment là, peut-on observer la constitution d'un champ problématique ? Pourquoi tel autre n'émerge pas alors qu'il est aujourd'hui au centre des débats scientifiques de l'histoire africaine contemporaine ? De quelle façon l'histoire coloniale intègre-t-elle les bouleversements des pratiques historiques en court dans la première moitié du xx^e siècle ? Quelle spécificité de l'histoire coloniale africaine peut-on ainsi dégager en comparant ces champs de recherche à ceux développés par l'histoire coloniale des autres régions de l'empire ? En fait, par cette analyse des thématiques, nous tenterons de mesurer comment « le rapport colonial a organisé et structuré le champ des objets. »⁷

Nos analyses sont fondées sur un mémoire universitaire déjà « ancien »⁸ car présenté en 1994 ; aussi restons nous conscients de l'évolution de l'historiographie et des problématiques concernant l'histoire de l'Afrique depuis lors, notamment avec l'ouvrage-clé de Sophie Dulucq⁹ ; mais cette étude procure sans doute d'utiles outils à une évaluation qualitative et quantitative du contenu de la *Revue* à l'occasion de la commémoration de son centenaire.

I. L'idéologie coloniale dans la *Revue française d'histoire coloniale*

De par la personnalité de ses fondateurs et collaborateurs (pour beaucoup anciens administrateurs coloniaux, fonctionnaires du ministère des colonies ou professeurs dans les écoles coloniales), de par ses objectifs (faire connaître et glorifier l'œuvre coloniale de la France), les textes publiés dans la *Revue* sont tout naturellement imprégnés d'idéologie coloniale. Nous allons ici tenter d'en présenter les grands thèmes.

Aucun des auteurs ne remet en cause l'expansion française. Il convient au contraire de la défendre face aux attaques dont elle est l'objet, en particulier dans les colonies à compter des années 1920. Au-delà des divergences d'analyse et des différentes argumentations, « se retrouve toujours la même et inébranlable certitude que les intérêts particuliers de la France ne peuvent être dissociés de l'intérêt général de l'humanité tout entière [...], d'où la conviction que l'établissement de la suzeraineté française ne peut qu'être éminemment bienfaisant sur

7. François Leimdorfer, *op. cit.*, p. 9.

8. Olivier Blamangin, *La Revue de l'histoire des colonies françaises, 1913-1939*, mémoire de DEA, Université de Paris 7, juin 1994 (sous la direction de C. Coquery-Vidrovitch).

9. Sophie Dulucq, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Karthala, 2009. Cf. aussi : Monique Lakroum, « De l'histoire coloniale à l'histoire africaine (1912-1960) », in Catherine Coquery-Vidrovitch (dir.), *L'Afrique occidentale au temps des Français. Colonisateurs et colonisés, 1860-1960*, Paris, La Découverte, 1992, pp. 37-47. John Donnelly Fage, « L'évolution de l'historiographie de l'Afrique », in *Histoire générale de l'Afrique*, volume 1 : *Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, UNESCO-NEA, 1980, pp. 45-63.

les peuples sur lesquels elle s'étend. »¹⁰ Consciemment ou inconsciemment, la colonisation structure les travaux historiques, et chaque auteur participe de la justification de l'impérialisme, développant même pour sa défense de nouveaux argumentaires.

a. La découverte de l'autre

Le discours historique colonial est naturellement profondément imprégné de racisme et la supériorité du colonisateur sur le colonisé ne se discute pas. Mais avec le développement des études sur les sociétés dites « primitives », la vision traditionnelle de l'autre, simple négatif du « civilisé », inscrit dans la mythologie collective du XIX^e siècle, évolue quelque peu. Une entreprise de « réhabilitation » de l'homme noir tend à se généraliser chez les historiens africanistes, avec notamment les travaux de Maurice Delafosse, Henri Labouret, Robert Delavignette ou Georges Hardy. Le débat sur la notion de « race supérieure/race inférieure » s'engage, sans jamais être définitivement tranché. Si certains rejettent l'idée d'une hiérarchie des races, il est plus difficile de rompre avec la dévalorisation systématique de l'autre et le racisme reste un élément essentiel du dispositif de justification *a posteriori* de la domination : « il survivra encore, selon toute vraisemblance, une race peul, par exemple, ou une race bambara. Races séparées des voisines par des caractères physiques parfaitement nets, perceptibles au premier coup d'œil, et par un abîme de tendances morales, de coutumes, d'institutions. Races foncièrement hostiles les unes aux autres, isolées dans l'orgueil, et que seule la logique européenne apaise et rapproche depuis quelques temps. »¹¹ Tout au plus voyons-nous naître dans les milieux historiques de cette première moitié du XX^e siècle les notions de pluralisme des civilisations et de relativisme culturel. Les chercheurs les plus sensibles à ce pluralisme culturel saluent l'immense « œuvre » de découverte que permet la colonisation et les promesses d'enrichissement de l'esprit humain. Cette évolution est timide mais, indirectement mise en cause au travers de son système de légitimation, la colonisation doit chercher à s'appuyer sur d'autres valeurs¹², parmi lesquelles celles d'une France « altruiste ».

b. Mettre en valeur « l'œuvre civilisatrice »

Pour les auteurs, la colonisation est un « devoir auquel [les peuples européens] ne sauraient faillir sans manquer non seulement à eux-mêmes mais à l'humanité entière et avant tout, aux peuples chez qui les

10. Raoul Girardet, *op. cit.*, p. 135.

11. Georges Hardy, « Histoire coloniale et psychologie ethnique », *Revue*, n° 50, p. 165. Cf. Georges Hardy, *Éléments de l'histoire coloniale*, Paris, La Renaissance du livre, 1921.

12. Raoul Girardet, *op. cit.*, pp. 253-273.

a conduits cette mission colonisatrice. »¹³ Les thèmes de l'intérêt économique, stratégique de la France, de la rédemption nationale par l'empire, en vogue dans la propagande coloniale jusque dans les années 1920 passent au second plan, au profit du thème de la France « altruiste ». Ainsi, pour la *Revue*, « il ne peut plus être question d'oppression et d'exploitation systématique des uns par les autres, de domination et d'assujettissement sans contre partie, comme on en lance si souvent l'affirmation, car les charges et les profits sont répartis entre les uns et les autres et tous ont leur part, colonisés comme colonisateurs et les conquis souvent aussi bien que les conquérants. »¹⁴ L'idéologie coloniale demeure inséparable de la mystique humaniste, avec notamment le thème récurant de la lutte contre l'esclavage dans les sociétés africaines pour justifier la conquête. Et chaque historien d'en développer les bienfaits, pour l'un une ville quasi déserte devenue florissante, pour l'autre la fin des « querelles tribales », pour le troisième l'accès des populations à l'éducation, etc.

Ce sentiment inébranlable de la grandeur de l'œuvre accomplie s'appuie sur la certitude de l'unicité du monde et de son destin. Les historiens coloniaux ont foi en un nouvel universalisme, point de départ de tous progrès à venir de l'humanité. Ainsi, la colonisation est « la traduction dans la vie humaine de l'unicité du globe, qui rend désormais impossible à une race, à une nation, à un individu quelconque, de développer son activité, dans quelque domaine que ce soit, économique, politique, intellectuel et artistique, sans que viennent y intervenir des éléments, des influences de tous les climats et de toutes les parties du globe. »¹⁵ « L'industrie tout entière ne peut exister que par la mise en commun de toutes les matières premières, de toute la main-d'œuvre, de toute la consommation de l'univers ; et cette unification de la planète [...], nous ne pouvons la concevoir que sous la forme de ces grands empires s'étendant sur plusieurs climats et sur plusieurs continents qui sont essentiellement des empires coloniaux. »¹⁶ « La colonisation [...] est comme le creuset où se fonde une humanité nouvelle, où les peuples s'adaptent par une synthèse. »¹⁷

Sur le même registre de l'unicité du monde et de la grandeur de l'œuvre coloniale, les tentatives de structuration internationale de l'histoire coloniale¹⁸ reflètent l'idée très forte dans les années 1930 de la nécessaire solidarité des peuples de l'Europe dans l'accomplissement

13. Joannès Tramond, « Des conclusions sur la colonisation comparée », *Revue*, n° 89, 1932, pp. 530-531.

14. « Le premier Congrès international d'histoire coloniale (21-25 septembre 1931) », *Revue*, n° 82, 1931, p. 461.

15. *Ibid.*, p. 460.

16. Joannès Tramond, *op. cit.*, p. 527.

17. *Ibid.*, pp. 535-536.

18. Avec notamment l'organisation en septembre 1931 du Premier congrès international d'histoire coloniale et la création d'une Commission internationale d'histoire coloniale, affiliée au Comité international des sciences historiques.

de leurs devoirs outre-mer : la colonisation est une spécificité européenne, témoignage essentiel de la grandeur de sa civilisation. Le devoir de mise en valeur et d'exportation de la civilisation dépasse le cadre national et doit être une entreprise commune au vieux continent, synonyme de coopération internationale et de rapprochement des peuples¹⁹. Le thème est d'autant plus développé qu'il intervient dans le contexte tendu de l'avant-guerre.

Les peuples « nouvellement instruits » de l'Orient réclament-ils l'indépendance ? L'historien colonial relit alors le passé à sa façon et argumente : le renouveau de la pensée asiatique n'a pu naître sans les moyens matériels, sans la pensée, l'érudition et la sagesse occidentale. De même le nationalisme n'a pu se constituer sans la langue du colonisateur pour se forger et se répandre, sans la domination qui avait créé le cadre national, d'où l'affirmation que la pensée orientale a comme « base les travaux des savants occidentaux qui ont rendu à l'Orient ses titres de noblesse et souvent jusqu'à la conscience de son propre génie. »²⁰

c. Construire le monument de « nos gloires coloniales »

Dans le concert des louanges, l'idéologie de l'historien diffère peu de « l'idéologie officielle » et de la propagande du « parti colonial ». Tout au plus le passé tient-il dans son argumentation une place plus importante. Mais sa situation de témoin de l'Histoire lui impose une mission particulière : les publications de la Société d'histoire des colonies françaises se doivent de faire « connaître [...] les tentatives que nos pères ont faites à différentes époques, soit pour fonder des établissements commerciaux, soit pour créer des empires. [Elles] ne se borneront pas aux noms illustres [...], mais feront aussi connaître les héros plus modestes [...] qui, dans des situations moins élevées ou cédant à l'esprit d'aventure, ont témoigné dans presque toutes les parties du monde de la vitalité de notre race et de la vaillance de nos efforts [...]. La Société poursuivra, jusqu'aux approches de l'époque contemporaine, les diverses manifestations de notre activité extérieure et édifiera ainsi, avec les années, le véritable monument qui soit dû à nos gloires coloniales. »²¹

En effet, pour l'historien colonial « positiviste », obsédé par la recherche des origines et de la continuité de l'œuvre coloniale²², il convient de reconstituer l'évolution de la collectivité française, sous la forme d'une galerie de héros et de combats exemplaires. « Le grand œuvre de l'empire français dans le monde a été celui, bien plus que la nation elle-même, qui, dans l'ensemble l'a ignorée, des "hommes", des

19. Raoul Girardet, *op. cit.*, pp. 193-195.

20. Joannès Tramond, *op. cit.*, pp. 534-535.

21. « Circulaire envoyée aux universités, sociétés savantes, etc., pour annoncer la fondation de la Société de l'histoire des colonies françaises », *Revue*, n° 1, 1913, pp. 8-10.

22. Monique Lakroum, *op. cit.*, pp. 40-41.

énergies individuelles, qui ne lui ont jamais manqué, et qui sont allées de l'avant, de tous les temps et dans tous les domaines. »²³ « Nous avons vu des hommes de courage, des hommes de science, des hommes de piété, des hommes de désintéressement se prendre au corps à corps avec les puissances du mal, la famine, le massacre, la désolation, et ouvrir, avec une peine infinie, une ère de paix, de concorde et d'ordre. Nous avons assisté à un tel déploiement d'énergie et à de tels succès [que nous ne] pourrions nous dérober au devoir qui est le notre de porter jusqu'à l'avenir la mémoire de ces hauts faits. »²⁴ On retrouve ici les grands traits du catéchisme laïque de la Troisième République, avec son culte des saints fondateurs, des martyrs précurseurs, héros mythiques et mystiques d'une histoire linéaire et cohérente ; par leur action, ils intègrent l'histoire des colonies à celle de la Nation.

2. Une étude quantitative du contenu de la *Revue*

L'étude quantitative constituait l'objectif premier de notre étude. L'article de Catherine Coquery-Vidrovitch, « *Présence africaine*, histoire et historiens de l'Afrique »²⁵ et les travaux de François Leimdorfer sur l'Algérie²⁶ nous ont été particulièrement utiles. Deux corpus d'étude ont été constitués par dépouillement des numéros de la *Revue* parus entre 1913 et 1939 : le premier comprend l'ensemble des articles, comptes rendus bibliographiques et notices de la rubrique « Revue des revues » (à partir de 1925) publiés sur la période, tous sujets d'étude confondus ; ont été exclus les « bulletins historiques » (remplacés en 1925 par la rubrique « Notes et nouvelles »), peu représentatifs de la production historique. Soit un ensemble de 2 716 documents pour 14 380 pages dépouillées. Le second corpus est constitué des articles, comptes rendus bibliographiques et notices de la rubrique « Revue des revues » portant sur l'Afrique sub-saharienne (Madagascar inclus), soit un total de 434 documents pour 2 520 pages dépouillées. L'ensemble de ces données ont été traitées par un système d'analyse informatique.

Pour l'indexation, nous avons choisi de découper l'histoire coloniale en trois périodes de durée inégale : la période « précoloniale », la période « d'expansion », et la période « coloniale » proprement dite²⁷.

23. Notice bibliographique (in « Revue des revues ») d'un article du *Figaro illustré*, « Les hommes de l'épopée coloniale », *RHCF*, 1931, n° 82, p. 578.

24. Gabriel Hanotaux, « Premier Congrès d'histoire coloniale », *Revue*, 1931, n° 82, p. 509.

25. Catherine Coquery-Vidrovitch, « *Présence africaine*, histoire et historiens de l'Afrique », in Valentin Mudimbe (dir.), *The Surreptitious Speech. Présence Africaine and the Politics of Otherness, 1947-1987*, Chicago, Chicago University Press, 1992.

26. François Leimdorfer, *op. cit.*

27. Par période « précoloniale », nous entendons l'histoire des peuples colonisés avant l'arrivée des Européens (donc de durée variable selon les régions du globe) et d'une façon générale l'histoire avant les grandes découvertes. Par conséquent, nous y incluons les croisades, le commerce méditerranéen du Moyen Âge et l'Antiquité, à l'inverse de

Le découpage géographique est tout aussi subjectif avec le regroupement des différents territoires au sein de sept ensembles : l'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Égypte, etc.), le Moyen-Orient (Liban, Syrie, etc.), l'Extrême-Orient (Inde, Indochine, Chine, etc.), le continent américain (Amérique du Nord et du Sud, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terre-Neuve, îles Falkland), les Caraïbes et les Antilles, les océans Pacifique et Indien (Polynésie, île de La Réunion, etc.) et l'Afrique sub-saharienne en y incluant Madagascar. Notre propos étant d'étudier l'évolution des thématiques sur la période 1913-1939, il nous a fallu construire des séries statistiques suffisamment homogènes pour pouvoir être comparées, sans que les évolutions structurelles de la *Revue* ne faussent l'analyse. Les séries sont donc le plus souvent constituées à partir de chiffres relatifs représentant le pourcentage de documents traitant de cette zone ou de ce thème par rapport à un nombre total de documents (de l'année, de la zone, etc.).

Tout au long de la période, le nombre d'articles publiés chaque année dans la *Revue* reste relativement stable. Le nombre de notices bibliographiques connaît des variations importantes, avec en particulier un doublement du nombre total de documents à partir de 1924 et création de la « revue des revues ». L'augmentation se poursuit et le corpus atteint sa plus forte valeur en 1931 (270 documents). Après cette date, la tendance est cette fois à la baisse, avec une chute importante en 1935 (retour au niveau de 1925), suite à l'abandon du « Mémento ». Cette augmentation de la pagination et du nombre de notices bibliographiques entre 1925 et 1935 témoigne sans doute de la multiplication des ouvrages sur les colonies et d'un regain d'intérêt du public pour les questions coloniales. Dans son étude sur l'opinion française face à l'empire, Charles-Robert Ageron ²⁸ a montré que l'intense campagne de propagande menée par le « parti colonial » entre 1927 et 1933 se traduit par un important accroissement de la presse coloniale et du volume de l'édition. Les sommets sont atteints entre 1931 et 1933, notamment lors des festivités du centenaire de l'Algérie française et de

nombre d'historiens coloniaux que nous étudions ici. Nous incluons également dans cette période les articles d'ethnologie et l'anthropologie, sauf lorsqu'ils ont pour objet l'étude des transformations sociales provoquée par la colonisation. Définir ainsi une période historique par rapport à une époque postérieure à celle-ci est peu satisfaisant, mais nous avons utilisé ce terme faute d'un vocabulaire plus rigoureux applicable à l'ensemble des zones géographiques. Le terme « histoire ancienne » eu été préférable, notamment pour l'Afrique, mais pas pour le bassin méditerranéen où il est généralement utilisé uniquement pour désigner l'Antiquité. La période « d'expansion » regroupe à la fois les découvertes, les explorations, les mises sous influences des Etats indigènes et la conquête militaire proprement dite. Cette conception d'un grand mouvement d'expansion européen continu sur plusieurs siècles correspond à la vision qu'en avaient les historiens de l'entre-deux guerres. Enfin, par période « coloniale » nous désignerons l'assujettissement effectif d'un territoire à un Etat de la métropole, quel que soit le statut juridique du territoire conquis (mandat, protectorat, département, etc.). Ont également été regroupés sous ce mot-clé les quelques documents portant sur les guerres d'indépendances américaines ou caraïbes.

28. Charles-Robert Ageron, 1990, *op. cit.*

l'exposition coloniale internationale. Pour Raoul Girardet, il s'agit de la période « d'apogée de l'idée coloniale dans l'histoire de la France contemporaine ». À partir de 1933-1935, cette conscience coloniale s'essouffle, provoquant une chute de l'édition ; et l'on peut suggérer que l'évolution de la *Revue* reflète alors celle de la recherche scientifique coloniale en général.

3. L'histoire de l'Afrique au sein de la *Revue* : l'évolution par zone géographique

La place occupée par chacun des ensembles géographiques est extrêmement inégale. L'Afrique du Nord est sans conteste la zone la plus étudiée avec 647 documents sur la période 1913-1939 soit 23,8 % du total ²⁹. Viennent ensuite, dans des proportions à peu près équivalentes, le continent américain, l'Afrique sub-saharienne et l'Extrême-Orient (respectivement 447, 434 et 430 documents, soit 16,5 %, 16 % et 15,9 %). Puis, par ordre décroissant, la zone Caraïbes-Antilles (239, soit 8,8 %), l'océan Pacifique (128, soit 4,7 %), et le Moyen-Orient (101, soit 3,7 %). Un ensemble de 290 documents (10,7 %) porte sur des zones géographiques diverses ou sur l'Europe. Ce sont donc les « jeunes colonies » (Afrique sub-saharienne, Afrique du Nord, Extrême-Orient), par opposition aux « vieilles colonies » de l'Ancien Régime (Antilles, Caraïbes, continent américain et une grande partie de l'océan Pacifique) qui sont au centre de l'intérêt des auteurs.

Plus intéressante pour l'étude de l'historiographie coloniale des années 1913-1939 est la comparaison de l'évolution respective de chaque ensemble géographique. Les historiens se sont intéressés de façon régulière (jamais en dessous de 10 %) et croissante au continent africain. L'Afrique sub-saharienne et Madagascar, qui représentaient environ 16 % des sujets pendant les dix premières années, voient leur part d'articles descendre à presque 10 % à la fin des années 1920. Ils ne bénéficient pas (ou plutôt pas dans les mêmes proportions que d'autres zones) du développement de la *Revue* au tournant des années 1930. L'intérêt pour l'Afrique devient beaucoup plus marqué à compter de 1933, pour atteindre plus de 26 % de la production à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Elle est ainsi la principale bénéficiaire de l'engouement général pour les colonies après l'exposition internationale de 1931. Le contexte de tensions internationales précédant la seconde guerre mondiale focalise également toutes les attentions sur ce continent, et en premier lieu celles des historiens : revendications coloniales de l'Allemagne en Afrique et par conséquent tentatives de justification de la domination française sur le Cameroun et le Togo,

29. Le hasard des chiffres (2 716 documents sur une période de 27 ans soit 100,6 par an en moyenne) fait que le pourcentage de chaque région par rapport au total est également, à un dixième près, un nombre moyen de documents par année.

expéditions italiennes en Éthiopie, etc. Comme nous le verrons plus loin, c'est également la région de l'empire qui se prête le mieux à la nouvelle doctrine de justification économique mise en place dans l'entre-deux guerres. Si l'on ajoute à ces différents éléments le fait que l'Afrique est la plus jeune des colonies, et donc celle qui ouvre le plus de champs de recherches nouveaux, on comprend que les historiens coloniaux s'y soient intéressés de façon croissante. L'histoire coloniale africaniste a su rapidement se faire accepter et devenir un des piliers de la discipline.

Le recul de la place de l'Afrique au sein de la *Revue* autour des années 1930 s'explique notamment par l'important regain d'intérêt pour l'Afrique du Nord, qui se développe au détriment d'autres régions. Au centre d'environ 17 % des articles en 1913-1920, la part de cette région progresse régulièrement jusqu'à atteindre 30 et 37 % en 1930-1931, pour retomber à 17 % après 1935. Ce sommet de la courbe correspond à la « mode algérienne » autour des somptueuses manifestations du centenaire de la conquête, qui sont l'occasion de nombreuses publications sur les faits d'armes du corps expéditionnaire en Algérie ou sur cent ans de réalisations sous domination française.

Le continent américain bénéficie également d'un regain d'intérêt. Si les anciennes colonies américaines sont aujourd'hui sorties de la conscience collective française, elles participent à l'époque des discours de justification de la colonisation : montrer la grandeur de l'empire de l'Ancien Régime pour mieux souligner la déchéance de la France suite à la perte de ces territoires et, finalement, proposer la colonisation comme remède nécessaire à la grandeur nationale. Cette rhétorique déjà ancienne, apparue à la fin du XIX^e siècle³⁰, se développe au milieu des années 1920. Alors que le continent américain était au centre d'environ 17 % des documents publiés dans la *Revue*, sa part augmente sensiblement à partir de 1923, jusqu'à atteindre 30 % en 1927. Un certain nombre d'événements favorisent alors la redécouverte des colonies du Canada et de la Louisiane : le 150^e anniversaire de l'indépendance américaine, le tricentenaire de la fondation de New York (1624-1924), l'exposition sur les colonies américaines (26 avril-26 juin 1929 à l'hôtel Bonaparte)³¹, etc. À partir du début des années 1930, la part du continent américain ne cesse de reculer (jusqu'à environ 10 % à la veille de la guerre), au profit des colonies plus récentes.

L'évolution de la part des documents sur l'Asie présente un profil particulier, en reflet de l'histoire de la *Revue* elle-même. L'Extrême-Orient est en effet le principal sujet d'étude – avec 20 à 30 % des documents – jusqu'en 1920. On peut y voir la marque des personnalités la Société d'histoire des colonies françaises, et particulièrement de son fondateur, Alfred Martineau, spécialiste de l'Inde. Quand la *Revue*

30. Raoul Girardet, *op. cit.*, pp. 58-59.

31. A. Léo-Leymarie, *Exposition rétrospective des colonies françaises de l'Amérique du Nord, catalogue illustré*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1929.

s'ouvre progressivement à d'autres collaborateurs, la zone géographique prend alors une place plus conforme à l'intérêt qu'elle suscite réellement dans le milieu de la recherche coloniale, soit entre 13 et 15 % du milieu des années 1920 à la fin des années 1930, avec un léger regain d'intérêt dans les suites de l'Exposition coloniale.

Évaluer la place du Moyen Orient relève d'une interprétation plus difficile du fait du petit nombre d'articles ou de notices bibliographiques consacrés à cette région. On observe cependant un sommet de la courbe (autour de 10 %) à la fin de la Première Guerre mondiale et dans l'immédiat après-guerre. La plupart des articles de cette période insistent sur l'influence traditionnelle de la France dans cette région (commerce avec le Levant, ambassades françaises, soutien traditionnel de la communauté maronite, etc.). Nous pouvons sans doute y discerner des tentatives de légitimisation des prétentions françaises sur la Syrie et le Liban.

La région couvrant l'océan Pacifique et l'océan Indien est peu représentée. Le nombre de documents augmente à partir des années 1930 (passant de 2,5 % en 1928 à 7,3 % en 1937), mais le phénomène est surtout dû à l'apparition d'une nouvelle revue, *Le recueil trimestriel de documentation relatifs à l'histoire des Mascareignes*, dépouillée systématiquement à partir de 1932. Le même profil a été obtenu pour la région Caraïbes-Antilles qui, de 4 à 6 % du nombre de documents dans la première décennie de la période, passe à 13 % à la veille de la guerre.

En englobant les comptes rendus bibliographiques, ces chiffres se reflètent davantage l'état effectif de la recherche coloniale, au delà du caractère académique de la *Revue*. Nos observations précédentes peuvent être nuancées en excluant de l'étude les notices et les comptes rendus. En effet, l'Extrême-Orient devient la zone géographique de l'empire la plus étudiée, avec 71 articles, devant l'Afrique subsaharienne (53 articles), l'Afrique du Nord (43 articles), le continent américain (36 articles) et les Caraïbes-Antilles (38 articles). La pagination occupée par chaque région donne le même résultat : Extrême-Orient 3 636 pages, l'Afrique subsaharienne 2 520 pages, l'Afrique du Nord 2 335 pages, le continent américain 1 841 pages et les Caraïbes-Antilles 1 422 pages. L'Asie garde sa première place sur toute la période, avec un sommet entre 1931 et 1934, à l'exception des années 1923-1929 où elle est devancée par l'Afrique du Nord. Nous avons ici confirmation du regain d'intérêt pour l'Extrême-Orient dans les années qui suivent l'exposition universelle et de sa « surreprésentation » au sein de la *Revue* par rapport aux recherches historiques contemporaines. L'Afrique du Nord, qui dispose d'un grand nombre de revues spécialisées et d'un milieu universitaire relativement fermé sur lui-même, occupe ici une place plus secondaire. Toutefois, au-delà de ces différences, nous retrouvons les grandes lignes des évolutions décrites plus haut : augmentation du nombre d'articles sur la région Antilles-Caraïbes à la veille de la guerre, sur le continent américain entre 1920 et

1928, et surtout forte croissance du nombre d'articles sur l'Afrique du Nord entre 1923 et 1930 – entre trois et quatre articles par an en moyenne contre moins de 1,5 sur le reste de la période. La progression de la part de l'Afrique sub-saharienne est effective mais moins nette : entre 2 et 2,5 articles par an en moyenne.

D'une façon générale, nous pouvons constater des évolutions quantitatives significatives pour chaque région. L'histoire coloniale académique n'est pas une histoire figée ou établie dès les années 1910. Au contraire, ses centres d'intérêt varient et s'inscrivent dans l'actualité culturelle (les expositions, les anniversaires, etc.) et politique (relations internationales) de l'époque. Rien d'étonnant à ce constat puisque les collaborateurs de la *Revue* sont également des acteurs de cette actualité académique et institutionnelle.

4. Une analyse des auteurs des textes de la *Revue*

Pour l'étude des auteurs, toutes zones géographiques confondues, nous nous sommes limité aux articles proprement dits. Les notices bibliographiques de la « *Revue des revues* » ne sont qu'exceptionnellement signées. Les comptes rendus bibliographiques d'ouvrages le sont plus souvent, mais quasi exclusivement par les secrétaires de rédaction successifs de la *Revue* ou par ses plus proche collaborateurs : Henri Froidevaux ³² pour les années 1913-1924, Joannès Tramond ³³ pour la période 1924-1935, Paul Roussier ³⁴ et Blanche Maurel à la veille de la Seconde Guerre mondiale ; sur toute la période, nous retrouvons également la signature de l'incontournable Martineau.

De 1913 à 1939, 125 auteurs se sont répartis les 316 articles de la *Revue*, soit une moyenne de 2,5 articles par auteur. En fait, 85 auteurs n'ont contribué qu'une seule fois et 203 articles sont le fait de quarante collaborateurs réguliers, dont vingt ont apporté quatre articles ou plus. Ces chiffres soulignent le caractère fermé du cercle des collaborateurs. La plupart des quatorze auteurs ³⁵ ayant livré à eux seuls 132 articles et ayant collaboré cinq fois ou plus sont des membres du comité d'administration de la Société. Ces chercheurs sont le plus souvent des professionnels de l'histoire coloniale métropolitaine, intégrés au milieu universitaire historique : la *Revue* est bien celle de l'histoire coloniale académique.

32. Henri Froidevaux est un historien et géographe français (1863-1954), directeur de la Bibliothèque de la Société de géographie dès 1901 et auteur de nombreux ouvrages sur les colonies françaises, en particulier la Guyane, Madagascar et Pondichéry.

33. Joannès Tramond (1882-1935), ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire, est devenu chef de service à la section historique de la Marine, titulaire de la chaire d'histoire de la marine à l'École navale de Brest, et secrétaire de l'Académie de Marine...

34. Paul Roussier (1882-1965) a été archiviste-paléographe et bibliothécaire-archiviste du ministère des Colonies.

35. Maurice Besson, François Charles-Roux, Henri Deherain, Albert Depreaux, Henri Froidevaux, Emile Lauvrière, Henri Malo, Alfred Martineau, Paul Marty, Charles Monchicourt, F.P. Renaut, Paul Roussier, Henri Sée, Joannès Tramond.

Pour la plupart, les auteurs ne sont pas spécialisés sur une zone géographique particulière, à l'exception de Charles Monchicourt, Paul Roussier et d'Henri Sée, qui se consacrent respectivement à l'Afrique du Nord, aux Caraïbes-Antilles et aux Amériques. L'exemple le plus marquant de l'éclectisme des centres d'intérêt est une fois de plus Martineau, qui a publié trente articles, principalement sur l'Asie, mais aussi sur le continent américain, le Moyen-Orient, les Antilles et l'Afrique occidentale. Un tel éclectisme explique bien sur les évolutions de la *Revue* décrites ci-dessus : ceux qui y écrivent sont des artisans des grandes manifestations de la propagande coloniale ou de « l'esprit impérial. »³⁶ Ils travaillent en fonction de cette actualité, adaptent leur discours et leurs recherches à cet environnement idéologique et culturel.

TABLEAU I. – Comptage du nombre d'auteurs par régions

Régions	Nombre d'auteurs	Nombre d'articles
Afrique sub-saharienne	31	53
Extrême Orient	30	71
Afrique du Nord	25	43
Amériques	22	36
Caraïbes-Antilles	20	38
Moyen Orient	10	17
Océan Pacifique	7	8

Parmi les auteurs réguliers, seuls Paul Marty et Henri Froidevaux marquent un intérêt soutenu pour l'Afrique, avec neuf articles sur l'Afrique occidentale pour le premier, six articles sur le Sénégal et Madagascar pour le second. Paradoxalement, ce constat souligne l'intérêt que porte la *Revue* à l'Afrique : malgré une quasi-absence de spécialistes dans ses rangs, elle lui consacre à un nombre élevé d'articles, juste derrière l'Extrême-Orient, en faisant appel à des collaborateurs plus occasionnels, souvent encore acteurs de la colonisation (militaires, administrateurs). Les noms de Maurice Delafosse, Henri Labouret ou Gustave Julien, pourtant reconnus dès cette époque, sont curieusement absents. Aucun spécialiste des sociétés précoloniales n'écrit dans la *Revue*, si l'on exclut Georges Hardy et son article sur « La pénétration saharienne et la psychologie du nomade saharien d'après quelques ouvrages récents. »³⁷ L'histoire précoloniale est bien une préoccupation tout à fait secondaire de l'histoire coloniale académique.

36. Cf. Hubert Bonin, Jean-François Klein & Catherine Hodeir (dir.), *L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008.

37. Georges Hardy, « La pénétration saharienne et la psychologie du nomade saharien d'après quelques articles récents », *Revue*, 1929, n° 68, pp. 113-146.

On notera également la faible participation d'auteurs étrangers, tout au plus une dizaine, là encore en reflet de la fermeture de la Société d'histoire des colonies françaises. Ces quelques collaborateurs étrangers sont occasionnels et leurs contributions se concentrent pour la plupart dans les années 1932-1934, juste après le premier Congrès international d'histoire coloniale, qui a été l'occasion d'une timide ouverture vers la recherche étrangère. C'est un mouvement bien éphémère puisqu'on ne compte qu'une seule contribution d'un auteur étranger après 1934, dans un contexte où l'exaltation du sentiment national rend peu aisé la confrontation des points de vue. Mais la *Revue* a-t-elle jamais eu la volonté de faire naître une histoire coloniale critique, s'appuyant sur des regards croisés et détachée des crispations nationalistes ou colonialistes ? Un seul auteur, Zenobia Bamboat³⁸, est originaire des colonies. La *Revue* ne s'ouvre à aucun chercheur africain, alors que nombre de ceux-ci écrivent à la même époque dans d'autres revues francophones. On peut comprendre que l'objectif que s'était fixé la Société – l'édification du « véritable monument qui soit dû à nos gloires coloniales » –, les pesanteurs des mentalités élitaires sinon racistes au sein de la société coloniale de l'époque et la coupure entre les divers mondes intellectuels métropolitains et autochtones rendent une telle ouverture difficile.

5. Une analyse des comptes rendus bibliographiques

Ces premières observations sont confirmées par l'étude des comptes rendus bibliographiques portant sur l'Afrique sub-saharienne. Tout au long des années 1913-1939, la *Revue* donne un large écho aux travaux publiés dans la discipline, avec un minimum de 21 notices bibliographiques (en 1913), et un maximum de 248 (en 1931, ouvrages et articles de revues). Naturellement, plus le nombre de comptes rendus est élevé, plus la surface moyenne de ceux-ci diminue, pour quelquefois se limiter à quelques lignes de commentaire. Pour l'Afrique, nous disposons ainsi de notes sur 378 ouvrages ou articles de revues, et donc d'un large éventail de la production historique du moment. On recense ainsi, dans les comptes rendus, 247 auteurs de livres ou d'articles sur l'Afrique. Comparé aux 31 auteurs africanistes ayant apporté leur contribution à la *Revue*, ce chiffre confirme que les articles qu'elle publie ne

38. Zenobia Bamboat, « Les arts et métiers dans l'Inde aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Revue*, 1933, n° 90, pp. 1-16. Elle a publié: Zenobia Bamboat, *Les voyageurs français dans l'Inde aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Société française d'histoire des colonies, 1933 (199 pages). C'était une jeune Parsi de Kurachi, où son père était imprimeur ; venue à Bombay pour ses études, elle suit les cours du Collège Saint-François-Xavier et y apprend le français ; elle devient ensuite historienne, suit les cours de la Sorbonne à Paris et soutient sa thèse, éditée ainsi en 1933. Le livre a été publié en reprint aux Etats-Unis en 1972 (New York, Lennox Hill). L'on ne sait ce qu'est devenue cette dame par la suite.

représentent qu'une très faible part de la production africaniste de l'entre-deux-guerres.

La *Revue* dépouille, plus ou moins régulièrement, plus de 150 revues ou journaux exclusivement consacrés à l'histoire coloniale ou publiant occasionnellement des articles dans cette discipline. Les notices bibliographiques d'articles traitant de l'Afrique concernent 39 publications. Le tableau suivant nous en donne la liste, pour celles ayant vu plus de quatre articles d'histoire de l'Afrique commentés, soit, pour douze d'entre elles, 71,4 % des notices sur cette région.

TABLEAU 2. – Revues bénéficiant d'un compte rendu dans la *Revue d'histoire des colonies françaises* dans l'entre-deux-guerres

Revue	Nombre de notices bibliographiques
<i>Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Aof</i>	54
<i>Revue des troupes coloniales</i>	18
<i>Revue d'histoire des Missions</i>	14
<i>Revue de Madagascar</i>	14
<i>Bulletin de la Société des recherches congolaises</i>	11
<i>L'Éducation africaine</i>	12
<i>Bulletin du Comité de l'Afrique française (puis L'Afrique française)</i>	7
<i>Outre-Mer</i>	7
<i>L'Armée d'Afrique</i>	4
<i>Bulletin de l'Académie malgache</i>	4
<i>Revue historique</i>	4
<i>Revue des vivants</i>	4

Le rôle du *Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Aof* dans la recherche africaniste apparaît ici clairement, avec ici plus de 25 % des comptes rendus d'articles sur l'Afrique à lui seul. D'une façon générale, les publications des sociétés d'histoire locales (*Revue de Madagascar*, *Bulletin de la Société des recherches congolaises* et *Bulletin de l'Académie malgache*) ont joué un rôle essentiel, à quelques exceptions près : le *Bulletin des recherches soudanaises* et le *Bulletin de la société des études camerounaises* par exemple. On notera également l'importance des publications militaires dans la production historique africaniste du moment (*Revue des troupes coloniales*, *L'Armée d'Afrique*, et dans une moindre mesure la *Revue militaire de l'AEF*. ou la *Revue militaire française*). L'armée et les sociétés locales, constituées principalement d'administrateurs, restent en Afrique les principaux vecteurs de la recherche historique, en absence de structures professionnelles et universitaires. Ayant peu de spécialistes de cette région dans ses collaborateurs réguliers, la *Revue* fait appel à quelques chercheurs extérieurs parmi les plus connus pour la rédaction des comptes rendus

(notamment Maurice Delafosse, Gustave Julien, Pierre Cultru et Henri Labouret).

Cette fois encore, la *Revue* est essentiellement franco-française. Il est cependant rendu compte régulièrement des travaux anglophones portant sur l'histoire coloniale du continent américain, auxquels viennent s'ajouter de fréquentes notices sur des ouvrages francophones canadiens. Parmi les revues étrangères d'histoire coloniale, seules la *Canadian Historical Review*, *The Mariner's Mirror* et la *Mississippi Valley Historical Review* sont dépouillées régulièrement. Sur la vingtaine de revues étrangères rencontrées dans la constitution du corpus, plus de la moitié sont consacrées exclusivement au continent américain. Deux sont spécialisées dans l'histoire africaine : *West Africa* et *Annali dell'Africa italiana*, et deux, bien que non spécialisées sur cette région (*Boletino del Instituto de Investigaciones historicas de la Facultad de Filosofia* et *The Nineteenth Century and After*), publient des articles sur l'Afrique repris par la *Revue* (une notice chacune). Sur les 247 auteurs recensés ci-dessus, seulement onze sont des étrangers (neuf anglophones, deux belges) et douze des chercheurs africains³⁹. On remarquera cependant le rôle pionnier de la revue *L'éducation africaine*, dont sept des douze articles ayant fait l'objet d'un commentaire dans la *Revue* sont écrits par des auteurs africains.

Il est clair que la fonction de la *Revue* n'est pas de produire un savoir objectif, donc critique, sur la colonisation française en Afrique en multipliant les regards croisés. Les déclarations du Congrès international de 1931, proposant de débarrasser l'histoire coloniale de ses penchants nationalistes étroits, ne restent qu'au stade des bonnes intentions. L'étude des auteurs et des comptes rendus confirme ces tendances : les chercheurs africanistes qui participent à la *Revue* ou dont elle rend compte des travaux restent en général trop liés au pouvoir colonial pour produire un savoir critique de l'impérialisme.

6. Les champs thématiques de l'histoire coloniale dans la *Revue*

Les résultats de l'analyse des champs thématiques nous ont paru suffisamment suggestifs pour être développés ici. D'une façon générale, la *Revue* est peu ouverte à la longue durée, avec seulement une trentaine d'articles au total (2 %), par le biais d'études bibliographiques et plus tardivement, dans les années 1930, de monographies

39. Un compte rendu de l'ouvrage de Paul Hazoumé, *Doguicimi*, Paris, 1937 ; et des commentaires sur des articles de Mahamadou Ahmadou Ba, d'Abd El Kader Mabemba et d'Ahmed Miske dans le *Bulletin du Comité historique et scientifique de l'AOF*, de Fadiga Bouillagui, de Dolo Diougodie, de Balde Saikou, de Saboka Sinayoko, d'Ibrahima Traore et de Mamadou Sissoko dans la revue *Éducation africaine*, de l'abbé Antoine Walker dans le *Bulletin de la Société des recherches congolaises* et d'Ibrahima Maiga dans le *Bulletin des recherches soudanaises*.

sur une colonie en particulier. L'arrivée des Européens n'est jamais perçue comme événement d'une histoire millénaire mais comme rupture fondamentale. La part des articles consacrés à l'histoire précoloniale reste tout au long de la période relativement faible et stable, entre 10 et 20 % du total. Ceci n'est pas pour surprendre, les historiens coloniaux faisant alors avant tout l'histoire des nations européennes plutôt que celle des territoires de l'empire. La part de la production historique consacrée à l'expansion européenne connaît une évolution beaucoup plus marquée, avec une tendance à la baisse entre 1913 et 1939 (de plus de 50 % à moins de 40 %) mais un niveau très élevé dans l'immédiat après Première Guerre. Monique Lakroum a déjà interprété ce fort intérêt pour cette histoire comme un type de justification particulier : « Le présent colonial s'expliquait par les traditions du grand commerce maritime et le passé des premiers comptoirs justifiait la conquête de l'intérieur. En somme, l'histoire apportait la durée comme preuve de la pérennité. »⁴⁰ Il faut y ajouter la fascination de l'historien « positiviste » pour les faits d'armes de la conquête en un autre type de justification associant la grandeur de la France à la grandeur de ses exploits militaires outre-mer. La nécessité de légitimer les prétentions coloniales françaises lors de l'attribution des mandats par la Société des nations et le contexte de nationalisme exacerbé qui suit la victoire de 1918 ne peut que constituer un terreau favorable à ce type de discours.

La baisse constante de la part des études sur l'expansion européenne est à relier à la forte augmentation des documents consacrés à l'histoire de la domination coloniale proprement dite, qui passe en 27 ans d'à peine 30 % à plus de 50 %. L'histoire immédiate n'est pas à l'époque totalement admise, et l'historien « positiviste », quel que soit son sujet d'étude, se doit d'avoir un recul temporel suffisant. La colonisation effective de vastes territoires est, dans le premier quart du xx^e siècle, un phénomène encore récent : la France achève la constitution de son empire africain (Cameroun et le Togo exclu) en 1912 avec la pacification quasi définitive de la Mauritanie, et l'Angleterre fixe les frontières définitives de son empire des Indes en 1904-1905 (annexion du Belouchistan et expédition au Tibet). Aussi, dans ses premières années, la *Revue* privilégie les travaux sur la période d'expansion au détriment d'études plus contemporaines, puis l'histoire de la domination coloniale devient un sujet plus attrayant. Cependant, cette réticence à aborder l'histoire immédiate ne doit pas masquer une évolution importante du processus de justification. Le découpage colonial entre les différents États européens étant achevé, il n'est plus nécessaire de rechercher dans l'histoire les preuves de rapports commerciaux ou diplomatiques séculaires qui légitiment les prétentions françaises sur une région par rapport à son concurrent britannique. Parce que les attaques contre le principe de la colonisation se développent à partir du

40. Monique Lakroum, *op. cit.*, pp. 40-41.

milieu des années 1920, un nouvel éventail d'arguments est déployé, autour des thèmes de l'humanisme et de la France « altruiste ». Le colonisateur a des « devoirs » et l'on analyse comment il les assume par le biais d'une histoire coloniale qui est en fait celle des réalisations de la France outre-mer et de son « œuvre civilisatrice ».

Ces hypothèses sont confirmées par une étude de la répartition des périodes par zones géographiques. L'histoire coloniale se divise en deux ensembles : les colonies de l'Ancien Régime, pour lesquelles seule l'histoire coloniale proprement dite est étudiée ; les jeunes colonies de l'Afrique du Nord, de l'Afrique subsaharienne et d'Extrême-Orient pour lesquelles l'histoire de la conquête et de ses préparatifs est privilégiée. Au sein de ces « jeunes colonies », l'Afrique subsaharienne est la région pour laquelle l'histoire coloniale proprement dite occupe le plus de place, alors qu'elle est la région la plus récemment conquise. Mais c'est une région où l'on se plaît à mettre en avant le caractère « non civilisé » des sociétés précoloniales et la zone où il semble le plus facile de mettre en relief la prétendue « œuvre de civilisation ». L'Afrique du Nord s'ouvre plus largement à l'histoire précoloniale. Les préjugés ethnocentriques y dominent : outre le fait que nous intégrons sous cette catégorie l'archéologie antique (ce qui a pour effet de surévaluer les études précoloniales), c'est la région pour laquelle l'historien colonial reconnaît le plus volontiers le caractère ancien de la « civilisation ». Enfin, l'Extrême-Orient est la région dans laquelle l'influence française est la plus contestée par l'empire britannique : l'historien colonial doit appuyer les prétentions orientales de la France par de nombreuses études consacrées à l'ancienneté de sa présence dans ces contrées.

La production des articles d'histoire précoloniale africaine reste stable, aux environs de 20 % du nombre total de documents sur l'Afrique, avec cependant un creux entre 1917 et 1923 et un sommet entre 1923 et 1929. On retrouve un profil quasi identique pour l'Afrique du Nord. S'il est difficile d'interpréter le léger regain d'intérêt pour l'histoire précoloniale africaine et nord-africaine au milieu des années 1920, si ce n'est par l'apparition des comptes rendus du *Bulletin du Comité des études historique et scientifiques de l'AOF*, le creux de l'immédiat après guerre peut s'expliquer en négatif par le fort intérêt pour l'histoire de l'expansion européenne, dans un type de justification évoqué ci-dessus. L'histoire de l'expansion européenne en Afrique présente une tendance générale à la baisse, mais une évolution relativement spécifique. Pour l'Afrique du Nord et l'Extrême-Orient, les courbes décroissantes sont en effet beaucoup plus nettes, avec un sursaut pour la première région entre 1926 et 1930 du fait des célébrations du centenaire de la conquête de l'Algérie. L'épopée de la conquête africaine perd moins nettement de son attrait, peut être par son côté exotique plus affirmé, donc forcément héroïque, et par son caractère plus récent donc moins étudié jusqu'alors.

L'intérêt pour l'histoire coloniale proprement dite de l'Afrique va croissant de 1913 à 1939 de façon relativement régulière, atteignant plus de 40 % de ce corpus à la veille de la guerre. Les historiens s'attachent davantage à l'étude de l'œuvre civilisatrice de la France. L'augmentation est plus nette encore pour l'Afrique du Nord qui ne voyait jusqu'en 1923 que peu d'études sur l'administration coloniale publiées : si la célébration du centenaire de la conquête de l'Algérie a été l'occasion d'une production historique importante sur les campagnes militaires, elle a également favorisé les études sur la période coloniale pour dresser un bilan, forcément positif, d'un siècle de domination française.

7. Une analyse des champs géographiques africains de la *Revue*

À peine 8 % des articles portent sur l'Afrique en général ce qui nous interdit d'en régionaliser la portée. L'Afrique occidentale, française en particulier, reste la zone privilégiée des études, avec près de 56 % des articles, le reste se partageant principalement entre Madagascar (16,8 %) et l'Afrique équatoriale (avec le Tchad, 13,4 %). Si près de 10 % de documents portent sur l'Afrique de l'Ouest en général, la Sénégambie est sans aucun doute la région pour laquelle la *Revue* manifeste le plus d'intérêt, avec 79 documents (soit 18,2 %). C'est en effet la région dans laquelle une activité française intense est la plus ancienne, ce qui ne peut manquer d'attirer les historiens coloniaux en général, et les collaborateurs de la *Revue* en particulier. Nombre des principaux africanistes de l'époque, Delafosse, Hardy ou Marty par exemple, sont passés par le Sénégal au cours de leur carrière coloniale. Le Soudan français, la Mauritanie, le Niger et la Guinée sont également couverts de façon satisfaisante, avec respectivement 52, 19, 14 et 13 articles chacun, tandis que le reste de la zone n'est pratiquement pas abordé. Pour l'Afrique équatoriale, 29 articles sont consacrés au Congo-Gabon (soit 6,7 %), qui est la seule région régulièrement étudiée avec, dans une moindre mesure, le Cameroun (dix articles). La côte orientale de l'Afrique est particulièrement peu étudiée, avec simplement deux articles sur la Côte française des Somalis et trois sur l'Éthiopie, rien sur la Somalie britannique, le Kenya ou le Mozambique. La *Revue* focalise ses travaux sur les possessions françaises, avec comme seule exception notable l'Afrique du Sud, représentée par dix articles.

L'étude de la répartition des documents dans le temps corrige cette appréciation globale. Si l'on découpe notre champ d'étude en trois périodes d'égale durée (1913-1921 ; 1922-1930 ; 1931-139), la part de l'Afrique occidentale chute en passant de 75 % à 64,2 % puis à seulement 48,5 %, tandis que celle de l'Afrique équatoriale augmente de 3,85 % à 12,5 % puis 15,7 %. L'intérêt pour Madagascar augmente, de

17,3 % des articles entre 1913-1921 à 19,1 % entre 1931 et 1939, avec cependant une baisse dans les années 1920 (11,7 %). Au sein de l'Afrique occidentale elle-même, la diversification est nette : près de 54 % des articles entre 1913 et 1921 sont consacrés à la seule Sénégalie, contre 21,7 % en 1922-1930 et seulement 9,5 % après 1931. Des champs de recherches se développent, tout particulièrement le Soudan français qui, avec 7,7 % avant 1921 et 12,5 % dans les années 1920, passe devant le Sénégal pour la phase 1931-1939, en se maintenant à 12,6 %. La Mauritanie – absente dans la première période, elle atteint 3,3 % au cours de la seconde et 5,7 % au cours de la troisième –, le Niger (1,9 %, 5,8 % et finalement 2,3 %), la Guinée (absente puis 5,8 % et 2,3 %) et la Haute-Volta (absente puis 3,3 % et 1,1 %) profitent de ce mouvement de diversification. Celui-ci n'est cependant pas général puisque le Dahomey et de la Côte d'Ivoire, où l'activité du Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF semble assez faible, n'attirent que tardivement les historiens coloniaux africanistes ; de même, le Nigeria n'est abordé qu'au travers de deux notices ⁴¹.

Pour le reste de l'Afrique, le mouvement est plus tardif. À l'exception du Congo-Gabon et de l'Afrique du Sud, qui occupent une place non négligeable dès 1922-1930 avec 7,5 % et 2,5 % des documents et se maintiennent à ce niveau dans la période 1931-1939 (7,3 % et 2,3 %), les autres régions n'apparaissent pas ou peu pour les années 1920 (un article chacun pour le Cameroun, le Congo belge et l'Oubangui-Chari, deux pour le Tchad). Elles sont davantage traitées dans les années 1930, avec 3,4 % pour le Cameroun, 3,1 % pour le Soudan britannique (au travers des rivalités franco-anglaises), 1,2 % pour le Congo belge et l'Éthiopie, et un ou deux articles pour le Rwanda-Burundi, la Côte française des Somalis, l'Oubangui-Chari et le Tchad. L'absence des ex-colonies allemandes jusqu'en 1932 est remarquable. La seule notice sur le Togo ⁴² date de 1938. En fait, les historiens coloniaux s'intéressent à ces régions lorsque les revendications allemandes se font plus pressantes. Il leur faut alors justifier le maintien de ces colonies au sein de l'empire français (ou belge) par la grandeur de l'œuvre accomplie – le bilan de l'administration française est alors souvent opposé à celui de la domination allemande, présenté comme désastreux – ou par la narration des faits d'armes de la conquête de 1914-1918.

La multiplication des revues liées aux comités locaux de recherches dans les colonies françaises, et donc la multiplication des comptes rendus n'est pas étrangère à cette diversification des champs de

41. Ces notices ne sont pas exclusivement consacrées à ce territoire britannique, mais également au Niger français, voire au Soudan : compte rendu du livre de Jean Paillard, *Périple noir*, 1935, in *Mémento*, 1935, pp. 123-124 ; compte rendu d'un article du capitaine Urvoy, « Essai bibliographique des populations du Soudan central (Niger français, Nord de la Nigéria anglaise) », *Bulletin du Comité des études ... de l'Aof*, in *Revue*, 1937, n° 107, p. 194.

42. Compte rendu d'un ouvrage du général Maroix, *Le Togo, pays d'influence française*, Paris, 1938, in *Revue*, 1938, n° 111, pp. 105-106.

recherche. Ceci est particulièrement vrai pour l'Afrique équatoriale, où les commentaires sur les articles du *Bulletin de la Société des recherches congolaises* (et accessoirement le *Bulletin des études camerounaises*) jouent un rôle essentiel dans la connaissance de ces régions à partir de 1926. Les articles proprement dits de la *Revue* privilégient plus largement la Sénégambie et Madagascar. Mais des collaborateurs réguliers finissent par être gagnés à cette diversification, plus tardivement et dans de moindres proportions. Si l'on exclut deux articles généraux sur l'AOF⁴³ en 1928, il faut attendre 1929 et un article de Hardy⁴⁴ pour une ouverture à d'autres régions. À compter de cette date, les articles sur la conquête du Soudan français, les expéditions dans le Haut-Nil, les campagnes de la Première Guerre mondiale au Cameroun ou dans l'Est africain allemand se multiplient, sans jamais couvrir un champ aussi large que les Comités locaux.

L'analyse des champs géographiques confirme donc le rôle précurseur des comités locaux. Elle nous montre également une vision de l'Afrique déformées à partir d'un prisme issu de la Sénégambie et de Madagascar, jusqu'au milieu des années 1920 en tout cas. La constitution d'un savoir historique francophone sur d'autres régions (Afrique anciennement allemande, Afrique centrale, etc.) est très tardive, soumise à des impératifs de justification (pour le Cameroun) ou de dominations par une meilleure connaissance du milieu (pour l'Afrique sahélienne et équatoriale). Les études sur l'Afrique anglophone ou portugaise, qui pourraient amener une remise en cause des méthodes coloniales françaises (pas de la colonisation elle-même), sont absentes ou presque, à l'exception de l'Afrique du Sud. Le Soudan britannique n'apparaît qu'au travers des expéditions françaises dans le Haut-Nil. C'est donc à la naissance d'une histoire de l'Afrique francophone par des francophones, loin d'une réflexion réellement continentale, à laquelle nous assistons dans ces années de l'entre-deux guerres.

8. Une analyse des thématiques historiques de la *Revue*

Parmi les thèmes dominants de l'histoire africaine au sein de la *Revue*, celui de « l'administration coloniale » est de loin le plus important. Sous une forme ou une autre, il apparaît dans 104 documents – 51 fois en thème principal, 33 en thème secondaire, vingt de façon annexe – soit dans 24 % des articles. Son importance est comparable pour l'Afrique du Nord et l'Extrême-Orient. Il convient cependant de ne pas le surestimer car il englobe un champ extrêmement large. C'est

43. « Les dix premières années du Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF », *Revue*, 1928 ; « La politique de la France en Afrique occidentale de 1763 à 1870 », *Revue*, 1928.

44. Georges Hardy, « La pénétration saharienne et la psychologie du nomade d'après quelques ouvrages récents », *Revue*, mars-avril 1929, tome XXII, pp. 113-146.

un thème d'une grande permanence puisqu'il est au centre d'au moins 15 % des documents sur toute la période ; il présente un sommet entre 1917 et 1925, époque que nous qualifierions de construction de l'empire, avec la mise en place effective de l'administration dans les territoires africains conquis à la fin du XIX^e siècle ou rattachés à l'empire après guerre. En rapprochant cette observation de l'étude des champs géographiques, on constate que le thème de l'administration correspond essentiellement à la Sénégalie : l'historien y trouve une ample matière à études, et peut être les enseignements nécessaires à la mise en place de l'administration dans les colonies plus récentes. Une fois celle-ci effectivement réalisée, au milieu des années 1920, le thème occupe une place plus secondaire.

Sous la rubrique « administration », nous trouvons le mot-clé « droit », qui apparaît deux fois pour l'Afrique sub-saharienne contre 19 fois sur l'ensemble du corpus, essentiellement en Afrique du Nord et pour les documents généraux. Le droit colonial en Afrique en est à ses balbutiements, avec la publication en 1939 seulement du premier tome des coutumiers juridique de l'AOF. La colonisation de l'Afrique sub-saharienne n'est pas une colonisation agricole et n'entraîne que peu de travaux sur le droit foncier, à la différence de l'Afrique du Nord⁴⁵. De même, les mots-clés « finances publiques », « protection sociale », « charité » et « justice » sont absents pour les études africanistes, alors qu'ils apparaissent à plusieurs reprises pour l'Extrême-Orient et l'Afrique du Nord. En fait, malgré le caractère récurrent du thème, la mise en place de l'administration dans les colonies africaines n'est que peu mise en valeur pour la justification de la colonisation.

Le thème de « l'État précolonial » (étudié comme sujet principal ou comme adversaire lors de la conquête) est présent dans 90 documents (36 fois comme thème principal, 29 fois comme thème secondaire, 17 fois de façon annexe), soit dans 20,7 % du total. Un tel pourcentage est surprenant, comparé à la part de l'histoire précoloniale africaine. Une large part des articles sur cette période historique est consacrée aux États africains : les africanistes de l'entre-deux guerres reconnaissent effectivement aux sociétés précoloniales une organisation structurée, même si cette organisation est le plus souvent présentée comme tyrannique ou sanguinaire. Cette problématique n'est pas le fait des collaborateurs réguliers n'apparaît que dans les comptes rendus bibliographique. Nous voyons ici confirmer une différence fondamentale entre les auteurs de la *Revue*, chez qui le thème n'apparaît que de façon secondaire, et des chercheurs moins académiques, plus proches du « terrain » et plus ouverts à ces thématiques, particulièrement les collaborateurs du *Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF*. Les études d'histoire précoloniales se cristallisent sur les États ou sur

45. François Leimdorfer (*op. cit.*) a montré que ce thème était central dans la recherche académique de l'entre-deux-guerres en Afrique du Nord.

quelques uns des grands monarques (Samory, El Hadj Oumar), mais ignorent alors la société et les cultures.

Une surprise est la concentration de ce champ sur une courte période, entre 1920 et 1928. Cette brusque montée s'explique sans doute par l'apparition des comptes rendus du *Bulletin*. Il est moins aisé d'expliquer son net recul à partir de la fin des années 1920, alors que les comptes rendus se poursuivent avec la même fréquence. A défaut d'une étude plus précise sur les publications du Comité, nous pouvons simplement supposer une diversification des champs de recherche dans les années 1930, ce que semble confirmer le reste de l'analyse thématique et en particulier l'évolution du mot-clé « organisation locale ». Celui-ci apparaît 42 fois : quatorze fois comme thème principal, dix fois comme thème secondaire, dix-huit fois de façon annexe. Il est pratiquement absent jusqu'aux années 1920 et connaît un regain d'intérêt très net après 1935. Il révèle, à notre sens, le caractère utilitaire de la recherche historique : la connaissance des structures étatiques précoloniales est d'un attrait limité pour l'administration coloniale ; la constitution d'un savoir sur l'organisation locale traditionnelle s'avère d'une grande utilité dans le quadrillage croissant par l'administration des territoires sous domination. Les articles d'ethnologie révèlent également de cette préoccupation utilitaire, et l'étude des populations dominées n'est pas innocente, en tant qu'instrument du pouvoir colonial. Au sein de la *Revue*, elle est essentiellement consacrée à l'Afrique (25 fois en thème principal contre treize pour l'Afrique du Nord et quatre en Extrême-Orient). Elle est également absente des études africanistes jusqu'au début des années 1920, époque à partir de laquelle elle se maintient entre 5 et 10 % des articles de chaque année.

Vient ensuite une série de thèmes qu'il convient d'analyser en relation les uns par rapports aux autres :

TABLEAU 3. – Récurrence des mots clés thématiques associés à l'expansion européenne dans les documents consacrés à l'histoire africaine

Mots-clés	Thème principal	Thème secondaire	Thème annexe	Total thème
Conquête (au sens d'expansion territoriale effective)	58	15	17	90
Relations diplomatiques :				
– entre État colonisateurs et États colonisé	18	20	24	62
– entre États colonisateurs	28	14	18	60
Explorations – voyages	46	11	10	67
Relations commerciales (commerce de traite entre Occidentaux et Africains)	12	21	12	45

Ces mots-clés correspondent à la période historique que nous avons qualifiée d'expansion européenne, à quelques exceptions près pour le thème des relations diplomatiques entre États colonisateurs. On remarquera la place importante du mot-clé « conquête », avec en particulier une forte représentation au sein des thèmes principaux, un champ essentiel de la recherche historique africaniste. Tous ces mots-clés connaissent une baisse sensible à partir du milieu des années 1920, à l'exception de la conquête qui augmente de façon importante. « Relations internationales », « relations commerciales » et « explorations/voyages », qui dominent entre 1913 et 1925, participent du même argumentaire : la continuité historique authentifie les droits du colonisateur face aux nations européennes rivales. Tel explorateur ou commerçant ayant, un jour, foulé le sol de telle contrée, elle devenait terre française. Les rivalités occidentales sont disséquées pour mieux affirmer le bon droit français. C'est une constante de l'histoire coloniale et la même rhétorique se retrouve pour l'Afrique du Nord et l'Extrême-Orient. Dans ces régions, l'ancienneté des relations diplomatiques avec les États précolumbiens est systématiquement mise en relief alors que, contrairement à l'Afrique, les articles sur les explorations sont quasiment absents.

Il faut attendre le milieu des années 1920 pour que les récits de conquête donnent à leur tour sa légitimité au fait colonial. Ce champ de recherche culmine avec le début des années 1930. La France communique alors tout entière dans le souvenir des faits d'armes glorieux de ses troupes coloniales, souvenir rassurant en cette époque troublée. La puissance de la France se démontre par le « génie militaire » qu'elle a su déployer et l'historien colonial trouve facilement un public tout près à l'écouter. Il est frappant de constater que, avec 58 fois le mot-clé « conquête » en thème principal, soit dans 13,2 % des articles, l'Afrique devance largement l'Extrême-Orient (5,4 %) et même l'Afrique du Nord (10,8 %), alors que celle-ci fête en 1930 le centième anniversaire de la conquête de l'Algérie. Le thème des « troupes coloniales » et de leurs faits d'armes – 38 fois, dont 17 thèmes principaux, douze thèmes secondaires et neuf fois de façon annexe – se concentre autour de deux périodes 1932-1934 et 1919-1922. Dans l'immédiat après-guerre, le moment est propice à souligner l'importance des troupes coloniales pour la puissance française, sans pourtant mettre en évidence leur rôle pendant la Première Guerre mondiale... On notera également la réapparition de ce mot-clé, dans de moindre proportion, en 1938-1939, à une époque où la propagande coloniale se développe volontiers autour du thème du « salut par l'empire. »⁴⁶

La *Revue* accorde également une place importante aux biographies et portraits (51 fois dont 38 en thème principal), qui est un genre apprécié

46. Sur la propagande des troupes coloniales à la veille de la Seconde Guerre mondiale, cf. Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Laurent Gervereau (dir.), *Images et colonies. Iconographie et propagande coloniale sur l'Afrique française de 1880 à 1962*, Paris, BDIC/ACHAC, 1993, pp. 216-220.

des historiens « positivistes » en général, des historiens coloniaux en particulier. Pourtant, il tient une place relativement faible en Afrique comparé à d'autres zones géographiques : il apparaît 88 fois en thème principal en Extrême-Orient – soit dans 20,5 % des articles sur cette région –, dans 18,6 % des articles sur le continent américain, 13,4 % pour les Antilles-Caraïbes contre seulement 8,8 % pour l'Afrique. Seule l'Afrique du Nord accorde à ce mot-clé une place comparable (8,2 %). Les historiens coloniaux se plaisent à écrire les biographies des « héros fondateurs »⁴⁷ de l'empire : militaires, administrateurs ou négociants précurseurs de l'expansion française. Dupleix compte sans aucun doute parmi les personnages qui les passionnent le plus : il apparaît treize fois sous le mot-clé « biographie », mais également en « relations diplomatiques » ou « administration », soit plus de vingt fois au total. Cette fascination pour la vie discutée du personnage n'est pas seulement le fait des nombreuses études que lui a consacrées Martineau ; nombre d'auteurs s'y sont également intéressés, Dupleix symbolisant à la fois le précurseur de l'influence française dans la région, l'administrateur « éclairé » qui passe outre les réticences de la métropole et celui qui s'oppose sans relâche à l'expansion britannique. Les vies de François Martin, fondateur de Pondichéry ou de l'évêque Pigneau de Behaine tiennent également une grande place dans l'histoire de l'Inde française.

Pour l'histoire des colonies américaines, les auteurs ont un intérêt marqué pour les vies du chevalier de Pradel, de Billaud-Varenne, du chevalier de la Salle et naturellement de La Fayette. En Afrique du Nord, ils multiplient les biographies du cardinal Lavigerie, de Bugeaud, de Lyautey et surtout de Charles de Foucauld. En Afrique, les « héros précurseurs » sont plus nombreux à se partager les honneurs, trop nombreux peut-être pour personnaliser la conquête autour de quelques hommes mythiques : Louis Archinard et René Caillé au Soudan, Pierre Savorgnan de Brazza au Congo, Xavier Coppolani en Mauritanie, Joseph Gallieni à Madagascar, Jean-Baptiste Marchand au Soudan anglais et, dans une moindre mesure, le général Joseph Joffre, André-Brue, Louis Faidherbe – qui tient finalement une place relativement secondaire –, le colonel Fortin, Mgr Prosper Augouard, Jan Van Riebeck, Monteil, Dangles ou le général Paul-Hippolyte Arlabosse, composent le panthéon colonial africain. Nombre d'entre eux sont des contemporains de leurs biographes, qui s'appliquent davantage au récit de leurs faits d'armes qu'à celui de leur parcours, de leur personnalité ou de leur caractère.

Les faits d'armes n'ont d'intérêt à être relatés que si l'adversaire est valeureux, d'où un nombre relativement élevé de documents faisant état de la résistance à la pénétration (51 fois), tout au moins en thème secondaire (19 fois) ou de façon annexe (vingt). On peut être

47. Monique Lakroum, *op. cit.*, p. 41.

surpris de cette tendance générale à la valorisation guerrière des armées africaines, même si elle n'entraîne pas pour autant une valorisation de l'Africain en tant qu'individu. Ce thème apparaît exclusivement avec celui de la conquête ou de la pacification qui la suit immédiatement. Il n'est jamais fait état des résistances africaines tout au long des années d'administration coloniale, une problématique qui ne se développe qu'après la Seconde Guerre mondiale pour devenir un thème central et militant des historiens africains. De même, le mot-clé « anticolonialisme » est absent des articles sur l'Afrique. Il apparaît tardivement (en 1932), au travers de huit comptes rendus portant exclusivement sur l'Afrique du Nord et l'Extrême-Orient. Les commentaires de la rédaction condamnent fermement les mouvements nationaux « subversifs » et déplorent une répression insuffisante. Dans ces régions, le mouvement nationaliste est suffisamment fort pour nécessiter une réponse de l'historien, comme le suggère Georges Hardy dans son ouvrage *Les éléments de l'histoire coloniale*⁴⁸, en insistant sur le rôle du chercheur pour comprendre, donc maîtriser, les revendications nationalistes. Ce n'est pas le cas en Afrique.

Le problème des sources de l'histoire africaine et les recensements bibliographiques sont des thématiques essentielles des années 1913-1939 : elles apparaissent 31 fois comme thème principal, onze fois comme thème secondaire et une fois de façon annexe soit dans une proportion inférieure à l'Afrique du Nord et l'Extrême-Orient (54 fois et 48 fois en thème principal). Mais l'importance qui leur est accordée dans les premières années de la *Revue* s'effrite à compter du milieu des années 1920. Celle-ci participe à l'incorporation de l'histoire africaniste naissante à l'histoire coloniale, d'autant plus qu'elle assure, dès ses premières années, l'inventaire des sources et la bibliographie des travaux existant sur l'Afrique. Elle consacre notamment de nombreuses notices à la réorganisation des archives de l'AOF. Pour l'historien colonial, cette étape était nécessaire pour une réelle reconnaissance de la discipline. Mais les sources ne se limitent pas à l'écrit ; le mot-clé « tradition orale » apparaît quinze fois, dont cinq fois en thème principal, réparti de façon relativement régulière sur l'ensemble de la période. Nous ne retrouvons cependant ce thème que dans les notices, ou alors de façon annexe dans les articles. Ce sont cette fois encore les comités historiques locaux qui explorent en amont ce champ problématique.

Si elle n'est pas ignorée, « l'histoire religieuse » apparaît comme une problématique secondaire, principalement à travers les comptes rendus bibliographiques. Sans doute cela résulte-t-il, pour partie, de l'absence de représentant du milieu missionnaire dans les animateurs de la *Revue*. Celui-ci disposait en fait de ses propres sociétés historiques et de ses propres publications (notamment l'*Union missionnaire du clergé de France* et la *Revue d'histoire des missions*). L'histoire religieuse est

48. Georges Hardy, 1921, *op. cit.*

abordée en premier lieu à travers l'histoire de la « christianisation » (vingt fois en thème principal, sept fois en thème secondaire, douze de façon annexe), avec en particulier plus de 10 % des articles entre 1927 et 1929, à l'époque de l'apogée de la propagande missionnaire. Le Congrès eucharistique de Carthage (en juillet 1930) est salué par la presse comme l'apothéose de l'œuvre missionnaire. Viennent ensuite les études sur « l'animisme » – onze fois en thème principal, trois en thème secondaire et treize de façon annexe –, dont on souligne volontiers le caractère irrationnel, et « l'Islam » – cinq fois en thème principal, sept en thème secondaire, quatorze de façon annexe –, souvent présentée dans les récits de conquête comme un facteur de résistance et d'opposition. Ces thématiques apparaissent le plus souvent au travers des travaux d'ethnologie.

Le thème des « migrations » est peu présent dans les documents sur l'Afrique sub-saharienne (douze fois), alors qu'il est au centre de nombreux travaux d'histoire coloniale du continent américain (thème récurrent de l'Acadie) et de l'Afrique du Nord (colonisation agricole de l'Algérie et politique de Bugeaud). Dans les études africanistes, il recouvre trois problématiques bien distinctes : les migrations européennes en Afrique du Sud et, à travers, elles l'histoire de l'influence de la France dans cette région ; les migrations de populations à peau claire apportant la « civilisation » comme explication ethnocentrique de la grandeur de certaines civilisations africaines ou de la qualité de l'art béninois ⁴⁹ ; et les migrations des populations africaines à l'intérieur de l'empire. Cette dernière problématique est essentiellement utilitaire, comme le souligne le compte-rendu de l'enquête lancée à la fin de 1918 par le Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF sur « Les migrations contemporaines dans l'Ouest africain ». « Les renseignements [collectés] ont en outre l'avantage de servir l'intérêt économique du pays en nous faisant mieux appréhender les raisons de la mobilité de nos ressortissants » ⁵⁰, et donc de la main-d'œuvre. Le thème « études démographiques » est absent des études africanistes, à l'exception d'un compte rendu d'article sur Saint-Louis ⁵¹.

On notera, à partir du milieu des années 1930, la présence récurrente du thème de la « race », rarement au centre des articles mais très souvent en toile de fond du propos, et un regain d'intérêt pour « la question juive », notamment dans les travaux sur l'Afrique du Nord. En ces temps d'intense propagande, certains ne résistent pas aux sirènes de l'antisémitisme. On peut ainsi lire, de la plume d'Alfred Martineau, ce

49. Dans son ouvrage *Haut Sénégal Niger* (1912), Maurice Delafosse attribue la fondation de l'empire du Gana à une migration judéo-syrienne. On relève dans la *Revue* une notice sur une colonie israélite près de Tombouctou (1915) et deux comptes rendus étayant l'hypothèse d'une colonisation carthaginoise à l'origine des civilisations du Bénin.

50. « Bulletin historique », *Revue*, 1920, pp. 380-381.

51. P. Rousseau, « Le site et les origines de Saint Louis », *La Géographie*, in « Revue des revues », *Revue*, 1926, pp. 290-291.

compte rendu d'un ouvrage de Phileas Fogg sur le Maroc : « C'est ainsi que, touchant très légèrement d'ailleurs, à la question juive, il n'hésite pas à dire que les facultés de désagrégation de cette race sont en général trop évidentes. Il n'y a pas lieu de les assimiler. "Mettons chacun à sa place et gardons la nôtre." Que ne suit-on ces préceptes en France ! »⁵². Mais sans doute faut-il se garder de généraliser cette prise de position et d'en faire une orientation institutionnelle de la *Revue*.

Dans les années 1930, la rhétorique de justification de « l'œuvre civilisatrice » se concentre sur des arguments économiques ou techniques. Le mot-clé « économie » – dont la « pêche » et les « mines », quatre fois chacun – apparaît 22 fois, dont vingt fois entre 1931 et 1939. Les articles sur les « chemins de fer » de l'Afrique française sont au nombre de huit, exclusivement dans la dernière décennie de la période. Le développement économique, symbolisé par le rail, est présenté comme la preuve la plus évidente de l'œuvre humaniste de la France. Avec la crise économique des années 1930, la métropole se replie sur l'empire et l'opinion s'intéresse davantage aux potentialités du continent. Il s'agit ici d'une spécificité de l'Afrique sub-saharienne puisque la problématique de la mise en valeur ne recueille pas un écho semblable dans les autres colonies.

Alors qu'ils forment un champ problématique essentiel de l'histoire africaniste contemporaine, les mots-clés « esclavage dans les colonies » et « traite négrière » sont peu représentés : quatre fois en thème principal, huit en thème secondaire et une quinzaine de façon annexe. Au contraire, l'historien colonial souligne volontiers l'existence de l'esclavage dans les sociétés précoloniales (abordé dans douze articles) et la participation active des États africains au commerce triangulaire, ce qui fait dire à Martineau : « Les principaux acteurs du fléau [l'esclavage] furent donc les roitelets indigènes ; on ne saurait trop le mettre en lumière. Leur résistance ou même un simple refus eurent mis les Européens dans l'impossibilité de réussir leur opération. »⁵³ Les campagnes abolitionnistes constituent alors un élément de justification de la conquête, le conquérant devient le libérateur.

Les études ethnographiques abordent également « l'histoire des arts » – un article sur les « arts plastiques » (1928) et un sur la « musique » (1930), ces thèmes, ainsi que la « danse » et le « théâtre » étant abordés huit fois de façon annexe –, « l'histoire des femmes »⁵⁴, ou la « linguistique » (trois articles), mais rien qui ne constitue un champ problématique conséquent. « L'archéologie » et la « préhistoire » en

52. Compte rendu bibliographique d'Alfred Martineau sur Phileas Fogg, *Le Maroc vu de Paris*, Paris, 1937, *Revue*, 1937, n° 107, pp. 188-190.

53. Alfred Martineau, compte rendu de l'ouvrage de P. Dieudonné Rinchon, *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens*, Wetteren-Bruxelles, De Meester, 1929, in *Revue*, 1930, pp. 90-93.

54. Balde Saikou, « L'éducation de la jeune fille dans l'ancienne famille Fouta », *Bulletin du Comité des études ... de l'AOF*, in « *Revue des revues* », *Revue*, 1930, p. 221.

Afrique (quatre articles chacun) sont négligés au profit de l'Extrême-Orient et surtout de l'Afrique du Nord. On notera tout de même une dizaine d'articles sur l'histoire ou l'architecture des « villes précoloniales », autant pour l'histoire des « villes coloniales » et « l'histoire rurale » – ce mot-clé intègre également quatre articles sur les tentatives d'exploitation agricole au Sénégal au XIX^e siècle – qui sont essentiellement des problématiques contemporaines.

Conclusion

L'histoire de l'Afrique est, dans l'entre-deux-guerre, une dimension essentielle de l'histoire coloniale. Elle occupe une place grandissante au sein de la *Revue* et de la production historique en général. Nous avons pu identifier ses principales caractéristiques : marginalisation de l'histoire précoloniale et des études sur les réalités économiques, sociales et culturelles des populations africaines, permanence de l'histoire politique, diplomatique et militaire, champ d'étude géographique essentiellement francophone, le plus souvent limité à l'Afrique occidentale et à Madagascar. La place réservée aux thématiques de la mise en valeur économique ou de la conquête militaire y est plus importante que pour d'autres régions de l'empire. Cette histoire coloniale africaniste est donc essentiellement une histoire événementielle de l'État (colonial ou précolonial), de sa diplomatie et de ses faits d'armes. L'individu y est valorisé comme émanation de la Nation. Elle ne remet aucunement en cause les dogmes de l'histoire « positiviste » qui domine la recherche académique dans l'entre deux guerres, si ce n'est, ponctuellement, celui du recul historique.

Pour autant, l'histoire coloniale de l'Afrique n'est pas figée et, comme nous l'avons vu, certains de ses champs problématiques se modifient. A partir de l'analyse des thématiques, nous pouvons proposer quatre grandes périodes dans une évolution structurée par le discours colonial et les principes de la discipline historique. La première va de 1913 au milieu des années 1920. L'histoire de l'Afrique, comme l'histoire coloniale, en est à ses balbutiements et met en place les instruments de sa discipline par un important travail sur les sources. Les « droits » de la France devant être réaffirmés, elle s'attache essentiellement à justifier la colonisation par la construction d'une continuité historique de l'expansion française (thème des explorations, du commerce, des relations diplomatiques, etc.). Par la même, elle s'intéresse essentiellement à ses plus anciens comptoirs, le Sénégal et Madagascar en l'occurrence. Du milieu des années 1920 à 1932-1933, les problématiques changent. La propagande coloniale s'organise, notamment à travers les grandes expositions, les historiens coloniaux lui apportent les faits d'armes de quelques héros glorieux. Les études se diversifient, il faut célébrer l'empire dans son ensemble. Une fois les champions de la

fête éteints, la France métropolitaine retombe plutôt dans l'indifférence. L'heure est à l'action, la recherche se fait plus fonctionnelle et l'historien fournit à l'administrateur de nouveaux outils de domination. Le système de légitimation de la colonisation se trouve mis en cause, ce qui nécessite la mise en place d'un nouvel argumentaire : les recherches historiques se développent sur « l'œuvre coloniale » et, en ces temps de crise économique, le thème de la mise en valeur s'impose dans les études africanistes. Face aux prétentions coloniales de l'Allemagne et de l'Italie, l'historien apporte ses arguments. Finalement, ces problématiques se renforcent à la veille de la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il convient de montrer que l'empire est un gage de puissance économique et militaire.

Dans l'entre-deux-guerres, la « prise en charge » de la colonisation par les historiens de la *Revue* est totale. Nous n'avons pas rencontré de travaux s'écartant du discours ou des thématiques coloniales, alors que les premières remises en cause sont apparues au tournant des années 1930 – avec notamment, en 1931, *l'Histoire de l'Afrique du Nord*, par Charles-André Julien. La rupture n'est consommée qu'après la Seconde Guerre mondiale, « avec un déplacement de l'intérêt vers la situation des populations autochtones pendant la période coloniale, et les effets de la colonisation sur celles-ci »⁵⁵, et la remise en cause effective des fondements de la domination coloniale.

Entre 1913 et 1939, « l'alliance » réelle, objective ou inconsciente, entre le monde académique des collaborateurs de la *Revue* et le pouvoir colonial, politique, économique ou militaire, est d'une permanence remarquable. La production scientifique et les producteurs sont pris en charge financièrement par le ministère des Colonies, les gouvernements et les grandes sociétés commerciales. Les historiens coloniaux, fortement liés à l'administration coloniale par leur parcours professionnel, se chargent d'une fonction de légitimation et de propagande et revendiquent clairement cette mission. Dans les faits, l'historien se trouve dans une double dépendance : vis-à-vis de l'appareil colonial, local ou métropolitain, et vis-à-vis du pouvoir intellectuel central, de la science historique métropolitaine, dominée par les conceptions positivistes. Nous avons montré que, lorsqu'elle entrait en contradiction, la première dépendance s'avérait souvent plus forte que la seconde. En réalité, le nécessaire regard critique, tant revendiqué par l'école positiviste, est totalement absent de la production historique du moment.

Les limites d'un tel travail apparaissent clairement. Nous n'avons étudié qu'une seule revue et celle-ci recrutait ses collaborateurs au sein d'un cercle très restreint. L'analyse souffre également de l'absence de comparaison avec l'historiographie africaine d'autres pays, anglophones notamment. Loin du tableau de la recherche historique africaniste des années 1913-1939, nous avons tout au plus esquissé l'historiographie académique de l'Afrique du moment.

55. François Leimdorfer, *op. cit.*, p. 94.